

UNE CONCENTRATION PLUS STRATÉGIQUE

faible revenu dans lesquels un modeste programme bilatéral serait maintenu en fonction des priorités régionales et mondiales du Canada en matière de gouvernance, de DSP, de santé, d'éducation de base et de viabilité de l'environnement.

États en déroute et États fragiles

Nos intérêts et notre capacité à contribuer à la réduction de la pauvreté ne se limitent pas aux pays qui ont une bonne feuille de route. Pour empêcher des pays assujettis au stress de devenir des pays en déroute — ce qui a de graves répercussions, sur les plans humain et matériel, pour les citoyens de ces pays et d'autres pays — le Canada doit déterminer comment il peut, en coordination avec d'autres donateurs, aider des pays qui ont grand besoin d'aide, mais qui ont du mal à utiliser efficacement cette aide. Comme nous nous concentrons sur la gouvernance, nous sommes en mesure de renforcer la capacité des pays peu performants à utiliser plus efficacement l'aide. Nous fournissons donc un soutien bilatéral ciblé (au plus le tiers des ressources bilatérales non réservées à des partenaires du développement) à un nombre restreint de pays peu performants qui revêtent une importance stratégique, soutien qui sera directement axé sur l'amélioration de la gouvernance.



À la recherche de résidus de pesticides à Peumo, au Chili, des techniciens du Service de l'agriculture et du bétail prélèvent des échantillons d'eau aux fins d'analyse.

Nous ne pouvons laisser de côté les pays en crise ou qui risquent de le devenir, à savoir les États en déroute et les États fragiles. Nous réserverons donc un type particulier de programme bilatéral à un nombre restreint d'États en déroute ou fragiles — des pays qui sont en crise ou qui émergent d'une crise et qui revêtent une importance stratégique — où nous fournirons une aide humanitaire et une aide à la reconstruction, y compris par l'intermédiaire du fonds mondial pour la paix et la sécurité. De telles interventions seront coordonnées selon une démarche pangouvernementale mettant à contribution Affaires étrangères Canada, la Défense nationale, l'ACDI et d'autres organisations pertinentes. Ces dernières années, c'est ce que nous avons fait en Irak, en Afghanistan et en Haïti. Nous continuerons à agir ainsi dans l'avenir, dans certains cas et en étroite collaboration avec d'autres alliés et d'autres donateurs clés. Cela comportera, par exemple, une initiative pangouvernementale visant la reconstruction du Soudan, à la suite de la guerre civile entre le Nord et le Sud dans ce pays et de la crise au Darfour.

Pays à revenu intermédiaire : vers la gradation

Parallèlement à l'importance accrue accordée aux partenaires du développement, le gouvernement modifiera au fil des ans ses relations avec un certain nombre de pays en développement plus avancés dont le besoin d'aide est moindre. C'est ce qui se passe déjà dans le cas de pays à revenu intermédiaire tels que la Thaïlande, la Malaisie et les pays de l'Europe centrale et de l'Est qui ont récemment adhéré à l'Union européenne.

Il y a peu de doute que les pays à revenu intermédiaire ont des défis à relever en matière de développement — certains ont un niveau de revenu par habitant de quelque 1 000 \$US par année, soit seulement 4,5 % du revenu moyen annuel par habitant enregistré au Canada. Bien que certains de ces pays puissent profiter d'une aide canadienne soutenue et s'en réjouir, le défi que pose le renforcement de l'efficacité de l'aide réside dans la nécessité de faire des choix si nous voulons axer notre aide sur les pays qui en ont le plus besoin.